

# Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Lac-Supérieur

Code géographique : 78095

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

## **Section I - États financiers**

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jean-Pierre Valiquette, dir gén/sec.tres, atteste la véracité du rapport financier

de Lac-Supérieur pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.  
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2016-03-30

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
<b>Renseignements non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

## **Section I - États financiers**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,  
J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la municipalité de Lac Supérieur, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

**Opinion**

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Lac Supérieur au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de leur dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la municipalité de Lac Supérieur inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S-15, S-16, S-23-1, S-23-2 et S-25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

[Original signé par]

André Charest, CPA auditeur, CA  
700, rue Léonard  
Mont-Tremblant, (Québec)  
J8E 3J1  
(819) 425-8609

DATE 2016-03-30

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par]

DATE \_\_\_\_\_



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	4 031 598	4 057 263			4 057 263	3 890 309
Compensations tenant lieu de taxes	2	119 382	119 654			119 654	120 060
Quotes-parts	3						
Transferts	4	193 324	197 238			197 238	186 205
Services rendus	5	175 932	170 895			170 895	178 788
Imposition de droits	6	113 500	274 255			274 255	217 157
Amendes et pénalités	7	20 600	11 361			11 361	11 635
Intérêts	8	62 000	74 178			74 178	60 901
Autres revenus	9	55 465	339 810			339 810	205 671
	10	4 771 801	5 244 654			5 244 654	4 870 726
<b>Investissement</b>							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		300 881			300 881	16 000
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		300 881			300 881	16 000
	18	4 771 801	5 545 535			5 545 535	4 886 726
<b>Charges</b>							
Administration générale	19	850 845	813 236	31 067		844 303	871 326
Sécurité publique	20	715 953	674 525	44 515		719 040	708 225
Transport	21	1 906 611	1 608 372	421 936		2 030 308	1 998 486
Hygiène du milieu	22	621 819	588 254	48 876		637 130	605 476
Santé et bien-être	23						
Aménagement, urbanisme et développement	24	362 921	350 054	1 850		351 904	314 891
Loisirs et culture	25	315 667	297 363	42 630		339 993	348 887
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	96 384	107 131			107 131	98 126
Amortissement des immobilisations	28	562 694	590 874	( 590 874 )			
	29	5 432 894	5 029 809			5 029 809	4 945 417
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	(661 093)	515 726			515 726	(58 691)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(661 093)	515 726	(58 691)
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 300 881 ) (	) ( 16 000)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(661 093)	214 845	(74 691)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4	562 694	590 874	553 039
Produit de cession	5		58 000	15 800
(Gain) perte sur cession	6		(58 000)	(12 174)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	562 694	590 874	556 665
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	207 300 ) (	207 300 ) (	178 800 )
	18	(207 300)	(207 300)	(178 800)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	18 000 ) (	49 967 ) (	91 009 )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	332 750		18 360
Excédent de fonctionnement affecté	21	27 949	332 750	138 930
Réserves financières et fonds réservés	22	(37 000)	(108 280)	40 315
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	305 699	174 503	106 596
	26	661 093	558 077	484 461
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		772 922	409 770

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1		300 881	16 000
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	31 941 )	( 14 813 )
Sécurité publique	3 (	)	15 611 )	( 22 550 )
Transport	4 (	15 000 )	596 036 )	( 589 029 )
Hygiène du milieu	5 (	)	)	( 8 878 )
Santé et bien-être	6 (	)	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	1 076 )	( 2 183 )
Loisirs et culture	8 (	3 000 )	81 260 )	( 210 135 )
Réseau d'électricité	9 (	)	)	)
	10 (	18 000 )	725 924 )	( 847 588 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Acquisition	11 (	)	)	)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Émission ou acquisition	12 (	)	)	)
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		247 000	270 000
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	14	18 000	49 967	91 009
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			38 078
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		111 076	253 991
	18	18 000	161 043	383 078
	19		(317 881)	(194 510)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20		(17 000)	(178 510)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Rémunération</b>	1	1 444 924	1 431 415	1 343 278
<b>Charges sociales</b>	2	267 348	278 710	254 903
<b>Biens et services</b>	3	1 926 006	1 509 215	1 516 874
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	86 884	84 203	82 962
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	9 500	22 928	15 164
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	597 192	591 999	605 782
Autres	10	499 786	500 040	514 954
Autres organismes	11	28 760	17 673	12 230
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	562 694	590 874	553 039
<b>Autres</b>				
-	13	9 800	2 752	46 231
-	14			
-	15			
	16	5 432 894	5 029 809	4 945 417

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	4 031 598	4 057 263	3 890 309
Compensations tenant lieu de taxes	2	119 382	119 654	120 060
Quotes-parts	3			
Transferts	4	193 324	498 119	202 205
Services rendus	5	175 932	170 895	178 788
Imposition de droits	6	113 500	274 255	217 157
Amendes et pénalités	7	20 600	11 361	11 635
Intérêts	8	62 000	74 178	60 901
Autres revenus	9	55 465	339 810	205 671
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	4 771 801	5 545 535	4 886 726
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	883 350	844 303	871 326
Sécurité publique	13	761 927	719 040	708 225
Transport	14	2 297 854	2 030 308	1 998 486
Hygiène du milieu	15	670 695	637 130	605 476
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	365 240	351 904	314 891
Loisirs et culture	18	357 444	339 993	348 887
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	96 384	107 131	98 126
	21	5 432 894	5 029 809	4 945 417
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	(661 093)	515 726	(58 691)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		8 185 782	8 244 476
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		3	(3)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		8 185 785	8 244 473
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		8 701 511	8 185 782

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(661 093)	515 726	(58 691)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	18 000 ) (	725 924 ) (	847 588 )
Produit de cession	3		58 000	15 800
Amortissement	4	562 694	590 874	553 039
(Gain) perte sur cession	5		(58 000)	(12 174)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	544 694	(135 050)	(290 923)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(24 652)	1 361
Variation des autres actifs non financiers	10		59 579	(58 546)
	11		34 927	(57 185)
	12	(116 399)	415 603	(406 799)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(116 399)	415 603	(406 799)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(1 191 216)	(784 416)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		3	(1)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(1 191 213)	(784 417)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		(775 610)	(1 191 216)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Encaisse	1 259 091	970 898
Placements temporaires	2 575 000	
Débiteurs (note 5)	3 1 752 078	1 563 283
Prêts (note 6)	4	
Placements de portefeuille (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 2 586 169	2 534 181
<b>PASSIFS</b>		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 362 863	664 944
Revenus reportés (note 12)	13 2 560	912
Dette à long terme (note 13)	14 2 996 356	3 059 540
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	1
	16 3 361 779	3 725 397
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17 (775 610)	(1 191 216)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations (note 15)	18 9 293 946	9 158 896
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19 16 609	16 609
Stocks de fournitures	20 161 700	137 048
Autres actifs non financiers (note 17)	21 4 866	64 445
	22 9 477 121	9 376 998
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23 8 701 511	8 185 782

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	515 726	(58 691)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	590 874	553 039
Autres			
- (GAIN) cession immobilisation	3	(58 000)	(12 174)
-	4		
	5	1 048 600	482 174
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(188 795)	228 867
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(302 080)	235 336
Revenus reportés	9	1 648	(2 217)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	1	
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(24 652)	1 361
Autres actifs non financiers	13	59 579	(58 546)
	14	594 301	886 975
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 725 924 )	( 847 588 )
Produit de cession	16	58 000	15 800
	17	(667 924)	(831 788)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22	(575 000)	
	23	(575 000)	
<b>Activités de financement (note 23)</b>			
Émission de dettes à long terme	24	247 000	270 000
Remboursement de la dette à long terme	25	( 312 300 )	( 280 900 )
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	2 116	847
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(63 184)	(10 053)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	31	(711 807)	45 134
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	32	970 898	925 764
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	33	259 091	970 898

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

### 1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

#### B) Comptabilité d'exercice

##### Estimations comptables

La préparation des états financiers de la municipalité de Lac Supérieur, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

#### C) Actifs financiers

##### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

##### Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**D) Passifs**

s.o.

**E) Actifs non financiers**

Stock:

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût des services municipaux et est établie en fonction de la durée de vie utile selon la méthode linéaire sur les durées suivantes:

Travaux d'infrastructures	40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules lourds et machinerie lourde	10 ans
Mobilier et équipement	10 ans
Équipement informatique	5 ans
Parcs et terrains de jeux	20 ans

**F) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**G) Avantages sociaux futurs**

s/o

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

S/O

**I) Instruments financiers**

S/O

**J) Autres éléments**

Dépenses reportées:

Les dépenses reportées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les frais d'escompte et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée des emprunts. Les autres dépenses reportées sont amorites sur une période maximale de cinq ans.

Subventions reportées du gouvernement du Québec:

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Affectations:

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**3. Modification de méthodes comptables**

Consolidation:

Depuis 2011, la municipalité de Lac Supérieur présentait ses états financiers consolidés avec la régie intermunicipale de la collecte et des transports matériaux résiduels nommée " Régie Intermunicipale des Trois-Lacs". Cette régie regroupe les municipalités de Saint-Faustin-Lac-Carré, de Lac-Supérieur et de Val-des-Lacs. Au cours de l'exercice, les municipalités de Lantier, Ivry-sur-le-Lac, Sainte-Lucie-des-Laurentides de même que la ville de Sainte-Agathe-des-Monts ont adhéré à la régie. Son conseil d'administration est formé d'un représentant membre du conseil de chacune des municipalités. La quote-part de la municipalité de Lac-Supérieur dans cette régie était de 28.875% (36.0283% en 2014) et de 14.41 % pour la dette (39.07%) en 2014. L'ajout de ces nouvelles municipalités membres a pour effet de diminuer grandement l'influence de la municipalité sur cette Régie, de telle sorte qu'il n'est plus adéquat de présenter des états financiers consolidés.

Les chiffres comparatifs de 2014 sont aussi présentés non consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	195 133	178 306
Placements temporaires	2	575 000	
Placements de portefeuille	3		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	287 562	242 470
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	983 402	1 059 397
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	284 001	130 056
Organismes municipaux	8	42 163	41 723
Autres			
- Entreprises et organismes	9	154 950	89 637
-	10		
	11	1 752 078	1 563 283
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	817 750	923 707
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	817 750	923 707
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	19 840	29 235
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
<b>Note</b>			
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>		
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 ( _____ )	( _____ )
	27	
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 71 811	69 987
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	
	<u>71 811</u>	<u>69 987</u>
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.		
<b>Note</b>		
<b>9. Autres actifs financiers</b>		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	
<b>Note</b>		
<b>10. Emprunts temporaires</b>		
<b>11. Crédoiteurs et charges à payer</b>		
Fournisseurs	37 146 632	252 547
Salaires et avantages sociaux	38 175 418	150 842
Dépôts et retenues de garantie	39 5 850	23 644
Provision pour contestations d'évaluation	40 1 031	201 368
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Frais d'assainissement des sites contaminés	42	
Autres		
- Intérêts courus DLT/Mun	43 30 994	31 466
-	44	
-	45	
- Autres municipalités	46 2 938	5 077
-	47	
	48	
	<u>362 863</u>	<u>664 944</u>
<b>Note</b>		
<b>12. Revenus reportés</b>		
Taxes perçues d'avance	49 2 560	912
Transferts	50	
Autres		
-	51	
-	52	
	53	
	<u>2 560</u>	<u>912</u>
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,65	2,86	2016	2033	54	3 014 700	3 080 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	3 014 700	3 080 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	( 18 344 )	( 20 460 )
					64	2 996 356	3 059 540

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2015</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2016	65	73	306 000	81	90	98	306 000
2017	66	74	268 600	82	91	99	268 600
2018	67	75	276 200	83	92	100	276 200
2019	68	76	270 200	84	93	101	270 200
2020	69	77	277 300	85	94	102	277 300
2021 et +	70	78	1 616 400	86	95	103	1 616 400
	71	79	3 014 700	87	96	104	3 014 700
Intérêts et frais accessoires				88	( )	105	( )
	72	80	3 014 700	89	97	106	3 014 700

**Note**

		2015	2014
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	(775 610)	(1 191 216)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108		
Autres	109		
	110	(775 610)	(1 191 216)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	111	457 813	139		166		193	457 813
Eaux usées	112		140		167		194	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	8 444 478	141	310 234	168		195	8 754 712
Autres	114	160 122	142	35 363	169		196	195 485
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	1 576 462	144	15 612	171		198	1 592 074
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	1 402 075	146	205 069	173	107 407	200	1 499 737
Ameublement et équipement de bureau	119	328 878	147	10 039	174	3 835	201	335 082
Machinerie, outillage et équipement divers	120	1 672 166	148	106 899	175	76 149	202	1 702 916
Terrains	121	205 585	149	42 708	176		203	248 293
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>14 247 579</u>	151	<u>725 924</u>	178	<u>187 391</u>	205	<u>14 786 112</u>
Immobilisations en cours	124		152		179		206	
	125	<u>14 247 579</u>	153	<u>725 924</u>	180	<u>187 391</u>	207	<u>14 786 112</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	126	198 083	154	47 089	181		208	245 172
Eaux usées	127		155		182		209	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	2 462 764	156	270 105	183		210	2 732 869
Autres	129	28 833	157	1 768	184		211	30 601
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	519 921	159	39 800	186		213	559 721
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	896 720	161	93 432	188	107 407	215	882 745
Ameublement et équipement de bureau	134	289 581	162	17 189	189	3 835	216	302 935
Machinerie, outillage et équipement divers	135	692 781	163	121 491	190	76 149	217	738 123
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>5 088 683</u>	165	<u>590 874</u>	192	<u>187 391</u>	219	<u>5 492 166</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	138	<u>9 158 896</u>					220	<u>9 293 946</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

**Note**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233	16 609	16 609
	234	16 609	16 609
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	16 609	16 609

**Note****17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237		
Frais reportés			
- Évènement janv 16	238	150	59 790
- Immatriculation	239	4 716	4 655
	240	4 866	64 445

**Note****18. Obligations contractuelles**

La municipalité n'a pas d'engagement contractuels importants avec des fournisseurs.

**19. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

S/O

**b) Auto-assurance**

Chaque type d'assurance est assorti d'un montant de franchise propre à chacun des risque qui, advenant un sinistre, n'affecterait pas significativement la situation financière de la municipalité.

**c) Poursuites**

S/O

**d) Autres**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**21. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal. Les données budgétaires n'ont pas fait l'objet d'un audit.

**22. Instruments financiers**

S/O

**23. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015	2014
Encaisse	241	259 091	970 898
Découvert bancaire	242	( )	( )
Placements temporaires	243	575 000	
<i>Ajouter</i>			
-	244		
-	245		
-	246		
-	247		
<i>Déduire</i>			
- Placement temporaires	248	( 575 000 )	( )
-	249	( )	( )
-	250	( )	( )
-	251	( )	( )
-	252	( )	( )
-	253	( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)</b>			
<b>à la fin de l'exercice</b>	254	259 091	970 898

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

**Note****MARGE DE CRÉDIT INSTITUTIONNELLE**

La municipalité de Lac-Supérieur dispose d'une marge de crédit institutionnelle autorisée de 175 000 \$ au taux de 3%

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**24. Fonds local d'investissement**

2015

2014

**RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	<u>259</u>

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	<u>262</u>
Autres charges	263
	<u>264</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>265</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	( )	( )
	<u>271</u>		
	<u>272</u>		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	<u>276</u>		
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>277</b>		

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	<u>281</u>

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**25. Fonds local de solidarité****2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>292</b>
---	------------

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	(	) (
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

- 26** AUTRES REVENUS: 339 810 \$  
Ce montant inclut l'annulation d'une provision de 124 095 \$, établie, par le passé, pour une contestation de statut fiscal d'un contribuable.
-

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 901 621	460 370
Excédent de fonctionnement affecté	2 332 628	332 750
Réserves financières et fonds réservés	3 617 849	620 645
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ( ) ( )	( ) ( )
Financement des investissements en cours	5 (264 000)	(247 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 7 113 413	7 019 017
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 8 701 511	8 185 782
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>		
Administration municipale	9 901 621	460 370
Organismes contrôlés	10	11
	901 621	460 370
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Surplus affecté exercice 2016	12 332 628	332 750
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 332 628	332 750
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 332 628	332 750
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 292 174	282 069
Fonds parcs et terrains de jeux	34 154 059	200 334
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35 18 880	13 856
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 68 459	68 459
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
- Fonds mult-ressource	41 3 237	4 938
- Excédent taxation secteur	42 23 040	50 989
- Gain sur vente camion réservé	43 58 000	
-	44	
	45 617 849	620 645
	46 617 849	620 645

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	48 ( ) ( )	( )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 ( ) ( )	( )
Régimes non capitalisés	50 ( ) ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( ) ( )	( )
Autres	52 ( ) ( )	( )
Régimes non capitalisés	53 ( ) ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 ( ) ( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 ( ) ( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 ( ) ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	57 ( ) ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ( ) ( )	( )
Autres	59 ( ) ( )	( )
-	60 ( ) ( )	( )
-	61 ( ) ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 ( ) ( )	( )
Autre financement	63 ( ) ( )	( )
	64 ( ) ( )	( )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	65	( )
Investissements à financer	66 ( 264 000 ) ( 247 000 )	( )
	67 (264 000) (247 000)	( )
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 9 293 946	9 158 896
Propriétés destinées à la revente	69 16 609	16 609
Prêts	70	( )
Placements à titre d'investissement	71	( )
Participations dans des entreprises municipales	72	( )
	73 9 310 555	9 175 505
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 2 996 356	3 059 540
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 18 344	20 460
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 ( 817 750 ) ( 923 707 )	( )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 ( ) ( )	( )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 ( ) ( )	( )
	79 2 196 950	2 156 293
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 192	195
	81 2 197 142	2 156 488
	82 7 113 413	7 019 017

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 (                    )	(                    )
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (                    )	(                    )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 (                    )	(                    )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (                    )	(                    )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (                    )	(                    )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 (                    )	(                    )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (                    )	(                    )
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	33	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	34 (                    )	(                    )
Rendement espéré des actifs	35	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	36	
Charge de l'exercice	37	



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	( _____ ) ( _____ )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%                      %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%                      %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%                      %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%                      %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	%                      %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	%                      %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2015	2014
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	59	( _____ ) ( _____ )
Charge de l'exercice	60	( _____ ) ( _____ )
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	( _____ ) ( _____ )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	( _____ ) ( _____ )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	( _____ ) ( _____ )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 ( _____ )	( _____ )	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
	<u>                    </u>	<u>                    </u>	
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90                     1                    

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	91 <u>          71 811          </u>	<u>          69 987          </u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 93		

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94  Oui  
 95  Non

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96		

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 97		
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 98		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99		
100		

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Administration municipale</b>		
Dettes à long terme	1	3 014 700
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	264 000
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	817 750
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	3 950
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	2 457 000
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	
Endettement net à long terme	16	2 457 000
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	17	143 002
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	158 961
Endettement total net à long terme	20	2 758 963
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 758 963
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

---

## **RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 160 446	3 168 407	3 092 347
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	271 665	272 594	280 391
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	82 362	84 719	6 462
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8	3 663	3 663	5 440
	9	3 518 136	3 529 383	3 384 640
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	66 726	67 083	88 385
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	41 900	41 900	
Matières résiduelles	13	302 031	304 718	294 877
Autres				
-Barrage Lac-Quenouille	14	10 269	10 530	10 596
-Contrôle insectes piqueurs	15	78 240	78 762	86 397
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		10 295	11 145
Service de la dette	18	14 296	14 592	14 269
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	513 462	527 880	505 669
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	513 462	527 880	505 669
	26	4 031 598	4 057 263	3 890 309

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 15 367	15 371	15 850
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30 102 621	102 621	102 621
	31 117 988	117 992	118 471
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33 1 394	1 662	1 589
Écoles primaires et secondaires	34		
	35 1 394	1 662	1 589
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 119 382	119 654	120 060
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 119 382	119 654	120 060

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>TRANSFERTS</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	52		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	53		
Sécurité incendie	54	8 049	
Sécurité civile	55		
Autres	56		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	103 136	87 136
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69	22 543	25 067
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		1 000
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81	773	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	86	(3 204)	10 500
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
<b>Réseau d'électricité</b>	89		
	90	125 679	123 703



**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	91		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	300 881	16 000
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
<b>Réseau d'électricité</b>	128		
	129	300 881	16 000

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	67 645	65 941	62 502
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	67 645	65 941	62 502
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	193 324	498 119	202 205

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	4 027	8 799
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	4 027	8 799
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	4 027	8 799

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	4 500	(6 054)	4 422
Sécurité publique	183	10 232		
Transport				
Réseau routier	184	129 400	130 348	130 395
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	3 300	7 387	4 386
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	9 000	7 613	8 043
Loisirs et culture	193	19 500	27 574	22 743
Réseau d'électricité	194			
	195	175 932	166 868	169 989
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	175 932	170 895	178 788
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	11 500	17 138	12 418
Droits de mutation immobilière	198	100 000	251 683	200 044
Droits sur les carrières et sablières	199		5 024	3 510
Autres	200	2 000	410	1 185
	201	113 500	274 255	217 157
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	20 600	11 361	11 635
<b>INTÉRÊTS</b>	203	62 000	74 178	60 901
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		58 000	12 174
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211	55 465	281 810	193 497
	212	55 465	339 810	205 671

**ANALYSE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	95 406	83 554		83 554	87 163
Application de la loi	2	11 000	(7 731)		(7 731)	9 355
Gestion financière et administrative	3	316 972	313 192		313 192	295 296
Greffe	4	157 867	169 364		169 364	150 020
Évaluation	5	74 326	70 751		70 751	73 645
Gestion du personnel	6	23 500	16 665		16 665	5 893
Autres	7	171 774	167 441	31 067	198 508	249 954
	8	850 845	813 236	31 067	844 303	871 326
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	490 968	491 336		491 336	507 143
Sécurité incendie	10	213 510	175 744	44 515	220 259	192 580
Sécurité civile	11	1 900	350		350	660
Autres	12	9 575	7 095		7 095	7 842
	13	715 953	674 525	44 515	719 040	708 225
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	935 456	847 054	345 310	1 192 364	1 090 587
Enlèvement de la neige	15	942 629	740 127	76 626	816 753	885 779
Éclairage des rues	16	1 250	1 240		1 240	1 187
Circulation et stationnement	17	11 100	3 775		3 775	4 452
Transport collectif						
Transport en commun	18	16 176	16 176		16 176	16 481
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	1 906 611	1 608 372	421 936	2 030 308	1 998 486

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	<u>Budget 2015</u>		<u>Réalisations 2015</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2014</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	40 600	31 975		31 975	31 600
Réseau de distribution de l'eau potable	24	26 971	26 936	22 143	49 079	37 725
Traitement des eaux usées	25	13 600	11 105	26 733	37 838	9 586
Réseaux d'égout	26	71 500	73 450		73 450	82 600
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	132 867	135 259		135 259	132 458
Élimination	28	58 120	58 119		58 119	71 991
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	96 032	90 173		90 173	98 305
Tri et conditionnement	30	41 326	41 233		41 233	71 786
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	25 454	27 642		27 642	24 297
Autres	34					4 591
Plan de gestion	35	42 018	42 027		42 027	7 212
Autres	36	6 600	7 501		7 501	
Cours d'eau	37	2 000	1 098		1 098	1 651
Protection de l'environnement	38	64 731	41 736		41 736	31 674
Autres	39					
	40	621 819	588 254	48 876	637 130	605 476
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	240 019	230 335	1 850	232 185	211 468
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	17 091	17 091		17 091	17 901
Tourisme	49					
Autres	50	21 801	18 621		18 621	1 237
Autres	51	84 010	84 007		84 007	84 285
	52	362 921	350 054	1 850	351 904	314 891

**ANALYSE DES CHARGES (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>Non audité</b>						
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	47 112	36 698		36 698	39 897
Patinoires intérieures et extérieures	54	22 217	13 868	3 035	16 903	26 605
Piscines, plages et ports de plaisance	55	35 710	31 374	8 801	40 175	57 762
Parcs et terrains de jeux	56	65 904	74 418	24 860	99 278	82 685
Parcs régionaux	57	5 022	7 196		7 196	4 159
Expositions et foires	58					
Autres	59	15 000	15 885		15 885	16 650
	60	190 965	179 439	36 696	216 135	227 758
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	124 702	117 924	5 934	123 858	121 129
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	124 702	117 924	5 934	123 858	121 129
	67	315 667	297 363	42 630	339 993	348 887
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
68						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	86 884	84 203		84 203	82 962
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	9 500	22 928		22 928	15 164
	73	96 384	107 131		107 131	98 126
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>						
74	562 694	590 874	( 590 874 )			

## **Section II - Autres renseignements financiers**



## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité de Lac Supérieur (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

*Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel*

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

*Opinion*

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

*Observations*

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

[Original signé par]

André Charest, CPA auditeur, CA  
700, rue Léonard  
Mont-Tremblant (Québec) J8E 3J1  
(819) 425-8609

DATE 2016-03-30

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

---

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		4 058 180
<b>Ajouter</b>			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<u>                    </u>
<b>Déduire</b>			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8	917	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>	10 <u>                    </u> 917
<b>Revenus de taxes</b>	11		<u>                    </u> 4 057 263

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes		1	4 057 263
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	917
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>		4	<u>4 058 180</u>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	10 295	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>	10 <u>10 295</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>		11	<u>4 047 885</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 1 <sup>er</sup> janvier 2015 <sup>2</sup>	1 <u>528 017 100</u>
Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 31 décembre 2015 <sup>2</sup>	2 <u>523 350 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>525 683 650</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL <sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>4 047 885</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>525 683 650</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2015</b>	6 <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">  </span> , <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">7700</span> / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES <sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 <sup>er</sup> janvier 2015 <sup>2</sup>	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 <sup>2</sup>	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

---

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	310 234	27 252
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	35 363	160 122
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	15 612	53 828
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	205 070	202 595
Ameublement et équipement de bureau	18	10 038	19 380
Machinerie, outillage et équipement divers	19	106 899	336 782
Terrains	20	42 708	47 629
Autres	21		
	22	18 000	725 924
			847 588

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	345 597	187 374
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	380 327	660 214
	34	725 924	847 588



**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Non audité</b>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	3 080 000	247 000	312 300	3 014 700
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	3 080 000	247 000	312 300	3 014 700
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	1 263 500		64 500	1 199 000
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	889 800	247 000	142 800	994 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	2 153 300	247 000	207 300	2 193 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	923 707		105 957	817 750
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	923 707		105 957	817 750
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20	2 993		(957)	3 950
	21	926 700		105 000	821 700
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	926 700		105 000	821 700
	26	3 080 000	247 000	312 300	3 014 700
Dettes en cours de refinancement	27	( )		( )	
Reclassement / Redressement	28				
	29	3 080 000	247 000	312 300	3 014 700

**Note**

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	69 326	69 326	72 875
Autres	3	103 392	104 578	101 555
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5	7 731	7 731	7 848
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	16 176	16 176	16 481
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	375 363	366 810	381 752
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	17 091	17 091	17 901
Autres	21	1 201	1 201	1 237
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	6 912	9 086	6 133
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>	24			
	25	597 192	591 999	605 782

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	5,00	40,00	268 513	48 321	316 834
Professionnels	2					
Cols blancs	3	15,00	37,50	419 436	93 553	512 989
Cols bleus	4	14,00	40,00	593 528	127 355	720 883
Policiers	5					
Pompiers	6	2,00	40,00	77 753	5 462	83 215
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	36,00		1 359 230	274 691	1 633 921
Élus	9	7,00		72 185	4 019	76 204
	10	43,00		1 431 415	278 710	1 710 125

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14	22 543				22 543
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	174 695	87 857	213 024		475 576
	17	197 238	87 857	213 024		498 119

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Administration générale</b>											
Application de la loi	1	(7 731)	27		53	(7 731)	79		105	(7 731)	131
Évaluation	2	70 751	28		54	70 751	80		106	70 751	132
Autres	3	750 216	29	31 067	55	781 283	81	(6 054)	107	787 337	133
	4	813 236	30	31 067	56	844 303	82	(6 054)	108	850 357	134
<b>Sécurité publique</b>											
Police	5	491 336	31		57	491 336	83		109	491 336	135
Sécurité incendie	6	175 744	32	44 515	58	220 259	84	4 027	110	216 232	136
Sécurité civile	7	350	33		59	350	85		111	350	137
Autres	8	7 095	34		60	7 095	86		112	7 095	138
	9	674 525	35	44 515	61	719 040	87	4 027	113	715 013	139
<b>Transport</b>											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	847 054	36	345 310	62	1 192 364	88	130 348	114	1 062 016	140
Enlèvement de la neige	11	740 127	37	76 626	63	816 753	89		115	816 753	141
Autres	12	5 015	38		64	5 015	90		116	5 015	142
Transport collectif	13	16 176	39		65	16 176	91		117	16 176	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	1 608 372	41	421 936	67	2 030 308	93	130 348	119	1 899 960	145
<b>Hygiène du milieu</b>											
<b>Eau et égout</b>											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	31 975	42		68	31 975	94		120	31 975	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	26 936	43	22 143	69	49 079	95		121	49 079	147
Traitement des eaux usées	18	11 105	44	26 733	70	37 838	96		122	37 838	148
Réseaux d'égout	19	73 450	45		71	73 450	97		123	73 450	149
<b>Matières résiduelles</b>											
Déchets domestiques et assimilés	20	193 378	46		72	193 378	98		124	193 378	150
Matières recyclables	21	159 048	47		73	159 048	99	300	125	158 748	151
Autres	22	49 528	48		74	49 528	100	7 087	126	42 441	152
Cours d'eau	23	1 098	49		75	1 098	101		127	1 098	153
Protection de l'environnement	24	41 736	50		76	41 736	102		128	41 736	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	588 254	52	48 876	78	637 130	104	7 387	130	629 743	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
<b>Santé et bien-être</b>												
Logement social	157		172	187	202		217			232		
Sécurité du revenu	158		173	188	203		218			233		
Autres	159		174	189	204		219			234		
	160		175	190	205		220			235		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	230 335	176	1 850	191	232 185	206	7 613	221	224 572	236	
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237	
Promotion et développement économique	163	35 712	178		193	35 712	208		223	35 712	238	
Autres	164	84 007	179		194	84 007	209		224	84 007	239	
	165	350 054	180	1 850	195	351 904	210	7 613	225	344 291	240	
<b>Loisirs et culture</b>												
Activités récréatives	166	179 439	181	36 696	196	216 135	211	26 914	226	189 221	241	1 075
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	117 924	182	5 934	197	123 858	212	660	227	123 198	242	
Autres	168		183		198		213		228		243	
	169	297 363	184	42 630	199	339 993	214	27 574	229	312 419	244	1 075
<b>Réseau d'électricité</b>												
	170		185	200	215				230		245	
	171	4 331 804	186	590 874	201	4 922 678	216	170 895	231	4 751 783	246	107 131

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	725 924	847 588
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	725 924	847 588

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		2015	2014
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	460 370	438 455
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	957	1 333
Solde redressé au début de l'exercice	3	461 327	439 788
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	772 922	409 770
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(18 360)
Activités d'investissement	6		(38 078)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(332 628)	(332 750)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	440 294	20 582
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	901 621	460 370
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	332 750	138 930
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	332 750	138 930
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(332 750)	(138 930)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	332 628	332 750
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(122)	193 820
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	332 628	332 750
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	620 645	846 461
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	620 645	846 461
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	108 280	(40 315)
Activités d'investissement	27	(111 076)	(253 991)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		68 490
	30	(2 796)	(225 816)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	617 849	620 645

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	2015	2014
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Solde au début de l'exercice	32 ( )	( )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ( )	( )
<b>Augmentation de l'exercice</b>		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ( )	( )
Autres	37 ( )	( )
Régimes non capitalisés	38 ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ( )	( )
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ( )	( )
Autres	43 ( )	( )
	44 ( )	( )
	45 ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ( )	( )
Autre financement	47 ( )	( )
	48 ( )	( )
<b>Diminution de l'exercice</b>		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
	51	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	52 ( )	( )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Solde au début de l'exercice	53 (247 000)	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (247 000)	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56 (17 000)	(178 510)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	(68 490)
	59	(68 490)
	60 (17 000)	(247 000)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	61 (264 000)	(247 000)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Solde au début de l'exercice	62 7 019 017	6 820 630
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63 (957)	(1 336)
Solde redressé au début de l'exercice	64 7 018 060	6 819 294
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 95 353	199 723
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	68 7 113 413	7 019 017



**FONDS DE ROULEMENT  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>500 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 68 459	2	3	4	5 ( )	6 (68 459)	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ( )	13 68 459	14 68 459
	15 68 459	16	17	18	19 ( )	20 0	21 68 459

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[ 0 ] , [ 5   9   8   5 ] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[ 0 ] , [ 0   5   1   4 ] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ]	\$
Égout	2	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ]	\$
Eau et égout	3	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ]	\$
Traitement des eaux usées	4	[ 2 ][ 4 ][ 7 ] , [ 9 ][ 3 ]	\$
Matières résiduelles	5	[ 1 ][ 5 ][ 2 ] , [ 4 ][ 4 ]	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [ ][ ] , [ ][ ][ ][ ] %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Foncière institution religieuse	,6500	1	Évaluation 563 500
Taxe eau Domaine Roger	356,5500	4	48 logements
S/dette - aqueduc Domaine-Roger	222,3300	7	MULTIPLICATEUR Bâties 1,33/Terrain0,33
Barrage Lac-Quenouille	86,3700	7	MULTIPLICATEUR Riverains bâties 1.00 Riverains terrain 0,50 Couronne bâties 0,30 Ayants droits 0,20
Contrôle insectes piqueurs	40,0000	4	
Contrôle insectes piqueurs - agricole	40,0000	4	
Taxe eau Fraternité-sur-Lac	679,6200	4	73 logements
S/dette - Fraternité-sur-Lac	,1185	1	Bassin 1/éval:37729400
	1,3138	1	Bassin2/éval:801200
	1,0107	1	Bassin3/éval:1148400
	1,0782	1	Bassin4/éval:1378100
Déchets domestiques - agricole	152,4400	4	
Bacs supplémentaires - agricole	152,4400	4	
Bacs supplémentaires - logements	152,4400	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	1 044	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	3 000	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
<b>Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement</b>			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 1281 chemin du Lac-Supérieur  
(no) (rue)  
Lac-Supérieur (québec) J0T 1J0  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 681-3370  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 688-3010  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel directiongenerale@muni.lacsuperieur.qc.c

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Jean-Pierre Valiquette

Téléphone (819) 681-3370  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 688-3010  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel directiongenerale@muni.lacsuperieur.qc.c

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom André Charest, CPA

Titre Comptable Professionnel Agréé

Adresse 700 rue Léonard  
(no) (rue)  
Mont-Tremblant (Québec) J8E 3J1  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 425-8609  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 425-6498  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel andre@andrecharestca.com

Responsable du dossier André Charest, CPA, auditeur, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_ (Code postal)  
(Municipalité)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_



**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1 .....  
.....

Facteur comparatif

2 .....  
.....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Jean-Pierre Valiquette, dir. gén/sec.trés. , atteste que le rapport financier de Lac-Supérieur pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-01 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Lac-Supérieur .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Lac-Supérieur consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Lac-Supérieur détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 515 726 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,7700 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-03-31 14:26:53

Date de transmission au Ministère : 2016/04/04